



ERRATUM

**Commission paritaire de
l'industrie chimique.
n° 116**

**CCT n° 58149/CO/116
du 30/05/2001**

Correction du texte en français :

- rectification d'une erreur de
numérotation : le dernier article porte
le numéro 9.

Correction du texte en français :

- à l'article 9, alinéa 1^{er}, la date
« 27 avril 1993 » est remplacée par
« 26 mai 1993 ».

Décision du 07/12/2001

ERRATUM

**Paritair Comité voor de
scheikundige nijverheid.
nr. 116**

**CAO nr. 58149/CO/116
van 30/05/2001**

Verbetering van de Franse tekst :

- rechtzetting van een
nummeringfout : het laatste artikel
heeft het nummer 9.

Verbetering van de Nederlandse
tekst :

- op het artikel 9, eerste lid, de datum
« 27 april 1993 » wordt vervangen
door « 26 mei 1993 ».

Beslissing van 07/12/2001

9

Formation syndicale

Cct relative à la formation syndicale, conclue en commission paritaire de l'industrie chimique le 30 mai 2001, qui remplace la cct conclue le 26 mai 1993 en commission paritaire de l'industrie chimique, modifiée par la cct conclue le 25 janvier 1995.

Article 1er - La présente cct s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant à la commission paritaire de l'industrie chimique.
Par "ouvriers" on entend : les ouvriers et les ouvrières.

Article 2. - La présente cct est conclue en exécution du point 7 de l'accord national interprofessionnel du 15 juin 1971. Elle fixe les critères, les modalités d'application et le mode de financement qui permettent de donner une formation adéquate aux représentants des ouvriers qui sont membres effectifs ou suppléants du conseil d'entreprise, du comité pour la prévention et la protection au travail ou de la délégation syndicale des entreprises visées à l'article 1er.

Ces dispositions sont également d'application aux entreprises où n'existe pas un des organes précités pour les ouvriers qui sont considérés par les organisations de travailleurs représentées au sein de la commission paritaire de l'industrie chimique comme des délégués des travailleurs, ceci à raison de deux par an et par entreprise au maximum.

Article 3. - Afin de stimuler le dialogue entre l'employeur et les représentants des ouvriers sur le plan de l'entreprise, les organisations professionnelles signataires s'efforcent de promouvoir la formation syndicale des ouvriers conformément à l'article 2.

Article 4. - La quote-part des employeurs afférente à la formation syndicale est fixée à 0,07 p.c. des salaires bruts non plafonnés et est à prélever sur la cotisation fixée à l'article 4 des statuts du "Fonds social de l'industrie chimique", prévus par la cct du 12 avril 1972, conclue au sein de la commission paritaire nationale de l'industrie chimique, concernant l'institution d'un Fonds de sécurité d'existence et fixation de ses statuts.

Lorsque, pour un exercice déterminé il n'y a pas de cotisation, la quote-part est prélevée sur les réserves du Fonds. La commission paritaire de l'industrie chimique fixe la ventilation entre organisations signataires du produit de ladite quote-part, ainsi que son plafonnement à un montant déterminé.

Une partie du produit de la quote-part dont question ci-avant est attribuée à la Fédération des Industries Chimiques de Belgique, dans le but de parfaire la formation sociale des représentants de l'employeur dans le dialogue social.

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR.
31-05-2001	26-07-2001	N° 58149/6/116

La ventilation et le plafonnement prévus à l'alinéa 2 du présent article sont fixés, à partir de l'année 2001, comme suit :

- plafond : 793.259,2793€ en 2001 en 842.837,9842 € à partir de 2002
- ventilation : 644.523,1644 € en 2001 et 694.101,8694 € à partir de 2002 aux organisations syndicales, A la Fédération des Industries Chimiques de Belgique, le montant de 148.736,1149 € reste inchangé.

Article 5. -

- a. Les ouvriers concernés par la formation syndicale visée par la présente cct sont autorisés à s'absenter de leur travail afin de suivre des cycles de formation organisés par les organisations de travailleurs visées à l'article 2.
- b. Chaque année, les organisations de travailleurs visées communiquent à la Fédération des Industries Chimiques de Belgique, le nombre total approximatif des ouvriers du secteur pour lesquels les cycles de formation sont organisés.
- c. Les organisations de travailleurs visées avertissent les employeurs, par écrit, des dates d'absence de leurs membres au moins quatre semaines à l'avance.
- d. Les ouvriers qui sont invités à assister à ces journées de formation prouvent par un document justificatif qu'ils y ont effectivement participé.
- e. Eu égard aux problèmes d'organisation du travail et en vue d'éviter au maximum toute perte de production, les organisations de travailleurs visées veillent à éviter qu'un trop grand nombre de leurs membres ne soient désignés en même temps en vue de suivre ensemble des cycles de formation. Par ailleurs, elles facilitent le remplacement des ouvriers absents. Certaines circonstances, telle l'absence d'autres ouvriers au même poste de travail, peuvent rendre la participation aux cycles impossible sous peine de désorganiser la bonne marche de l'entreprise. Dans ce cas, l'employeur informe l'organisation de travailleurs intéressée. Les litiges qui peuvent naître à ce sujet entre l'employeur et les délégués syndicaux ou les organisations de travailleurs visées à l'article 2, font l'objet d'une intervention de bons offices entre la Fédération des Industries Chimiques de Belgique et l'organisation de travailleurs intéressée.
- f. Chaque année, après la clôture des cours et au plus tard le 31 décembre, les organisations de travailleurs adressent à la Fédération des Industries Chimiques de Belgique un rapport de synthèse, résumant la teneur des programmes donnés, et donnant le relevé du nombre d'ouvriers par journée de cours, ventilé par entreprise (unité technique d'exploitation).

Article 6. -

- a. Chaque année, les organisations de travailleurs visées à l'article 2 communiquent à la Fédération des Industries Chimiques de Belgique le contenu des programmes de formation, quel que soit le niveau auquel ceux-ci sont organisés.

b. La formation vise les problèmes économiques et sociaux afin de permettre aux représentants des ouvriers de remplir leur mission au sein de l'entreprise dans l'intérêt de toutes les parties.

Article 7. - L'employeur n'assure pas le paiement du salaire des ouvriers pendant la période durant laquelle ils participent à des cycles de formation. Toutefois, l'employeur est tenu de reconnaître ces jours d'absence comme jours d'absence justifiée, et de les considérer comme tels pour l'application de la législation sociale et les cct en vigueur dans l'industrie chimique et sur le plan de l'entreprise.

Passage à l'euro

Article 8. -

Les articles ou éléments d'articles figurant à la première ligne ainsi que dans la première et quatrième colonne de la (ou des) ligne(s) suivante(s) du tableau ci-dessous, se rapportent à la présente CCT.

Pour les montants exprimés en euro dans la deuxième colonne du tableau, les montants exprimés en francs belges dans la troisième colonne sont valables à partir du jour d'entrée en vigueur de la présente CCT jusqu'au 31 décembre 2001.

Art. 4		Art. 4	
	EUR	BEF	
quatrième alinéa 2	793259,2793	32000000	vierde lid
	842837,9842	34000000	
	644523,1644	26000000	
	694101,8694	28000000	
	148736,1149	6000000	

Article 9. - La présente cct est conclue pour une durée indéterminée. Elle remplace la cct conclue en commission paritaire de l'industrie chimique le 26 mai 1993 et entre en vigueur le 1er janvier 2001.

Elle peut être revue de commun accord entre les parties et dénoncée par l'une d'entre elles moyennant un préavis de trois mois adressé par lettre recommandée au président de la commission paritaire de l'industrie chimique. Le délai de trois mois prend cours à partir de la date à laquelle la lettre recommandée est envoyée au président, le cachet de la poste faisant foi.

L'organisation qui prend l'initiative d'une dénonciation en mentionne les raisons et formule simultanément des propositions d'amendement.

Les parties signataires s'engagent à discuter celles-ci en commission paritaire de l'industrie chimique dans un délai d'un mois à dater de leur réception.

La présente cct sera déposée au Greffe de l'Administration des relations collectives de travail du Ministère de l'Emploi et du Travail et la force obligatoire par arrêté royal est demandée.

Syndicale vorming

Cao betreffende de syndicale vorming gesloten op 30 mei 2001 in het paritair comité voor de scheikundige nijverheid, die de collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten op 26 mei 1993 in het paritair comité voor de scheikundige nijverheid gewijzigd door de cao van 25 januari 1995 vervangt.

Artikel 1. - Deze cao is van toepassing op de werkgevers en op de arbeiders van de ondernemingen welke onder het paritair comité voor de scheikundige nijverheid ressorteren.

Met "arbeiders" wordt verstaan : de arbeiders en arbeidsters.

Artikel 2. - Deze cao is gesloten in uitvoering van punt 7 van het Nationaal interprofessioneel akkoord van 15 juni 1971. Zij bepaalt de criteria, de toepassingsmodaliteiten en de financieringswijze welke toelaten een doelmatige vorming te verstrekken aan de effectieve of plaatsvervangende vertegenwoordigers van de arbeiders in de ondernemingsraad, het comité voor preventie en bescherming op het werk of de syndicale afvaardiging van de ondernemingen bedoeld in artikel 1.

Deze bepalingen zijn eveneens van toepassing op de ondernemingen waar geen van voormelde organen bestaan en gelden voor de werklieden of werksters die door de in het paritair comité voor de scheikundige nijverheid vertegenwoordigde werknemersorganisaties als afgevaardigden van de werknemers worden beschouwd, dit tot maximum twee per jaar en per onderneming.

Artikel 3. - Ten einde de dialoog tussen de werkgever en de vertegenwoordigers van de werklieden en werksters op het vlak van de onderneming te stimuleren, spannen de ondertekenende beroepsorganisaties zich in om de syndicale vorming van de afgevaardigden der arbeiders te bevorderen, overeenkomstig artikel 2.

Artikel 4. - De financiële bijdrage van de werkgevers inzake de syndicale vorming wordt vastgesteld op 0,07 pct. van de onbegrensde brutolonen en wordt afgehouden op de bijdrage bepaald bij artikel 4 van de statuten van het "Sociaal Fonds van de scheikundige nijverheid" voorzien in de cao van 12 april 1972, gesloten in het Nationaal paritair comité voor de scheikundige nijverheid, tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid en tot vaststelling van zijn statuten.

Wanneer er voor een bepaald boekjaar geen bijdrage geïnd wordt, wordt de financiële bijdrage op de reserves van het fonds geheven. Het paritair comité voor de scheikundige nijverheid bepaalt de verdeling tussen ondertekenende organisaties van het product van bedoelde bijdrage, alsmede zijn begrenzing tot een bepaald bedrag.

Een gedeelte van het product van de bijdrage waarover sprake in artikel 4 van bovengenoemde cao wordt toegewezen aan de Federatie van de Chemische Industrie van België met het oog op het vervolmaken van de sociale vorming van de vertegenwoordigers van de werkgever in de sociale dialoog.

ENREGISTR.	REGISTR.-ENREGISTR.	NR.	58149/60/116
31-05-2001	26-07-2001	N°	

De verdeling en de begrenzing voorzien in alinea 2 van deze artikel worden, met ingang van het jaar 2001, vastgelegd als volgt :

- *begrenzing* : 793.259,2793€ in 2001 en 842.837,9842 € vanaf 2002
- *verdeling* : 644.523,1644 € in 2001 en 694.101,8694 € vanaf 2002 aan de vakbondsorganisaties, Aan de Federatie van de Chemische Industrie van België, reeds toegekende 148.736,1149 € blijven onveranderd.

Artikel 5. -

- a. De arbeiders die betrokken zijn bij de syndicale vorming beoogd in deze cao mogen op hun werk afwezig zijn om de door de in artikel 2 bedoelde werknemersorganisaties georganiseerde vormingscycli te volgen.
- b. Elk jaar delen bedoelde werknemersorganisaties aan de Federatie van de Chemische Industrie van België het benaderend totaal aantal mede van de arbeiders van de sector voor wie de vormingscycli worden georganiseerd.
- c. Bedoelde werknemersorganisaties verwittigen de werkgevers minstens vier weken tevoren schriftelijk van de afwezigheid van hun leden.
- d. De arbeiders die worden uitgenodigd om aan deze vormingsdagen deel te nemen, staven, door middel van een bewijsstuk, dat zij er werkelijk deel aan hebben genomen.
- e. Gelet op de problemen inzake arbeidsorganisatie en om zoveel mogelijk elk productieverlies te vermijden, moeten bedoelde werknemersorganisaties trachten te vermijden dat een al te groot aantal van hun leden tegelijkertijd wordt aangewezen om samen vormingscycli te volgen. Anderzijds, vergemakkelijken zij de vervanging van de afwezige arbeiders. Sommige omstandigheden, zoals de afwezigheid van de andere arbeiders op dezelfde post, kunnen de deelname aan de cycli onmogelijk maken, op straffe van de goede werking van de onderneming te desorganiseren. In dit geval verwittigt de werkgever de betrokken werknemersorganisatie. De geschillen die hieruit kunnen voortvloeien tussen de werkgever en de vakbondsafgevaardigden of de werknemersorganisaties bedoeld in artikel 2, maken het voorwerp uit van een bemiddeling tussen de Federatie van de Chemische Industrie van België en de betrokken werknemersorganisatie.
- f. Telkenjare, na het afsluiten van de leergangen en uiterlijk tegen 31 december, sturen de werknemersorganisaties aan de Federatie van de Chemische Industrie van België een syntheseverslag, waarin de inhoud van de gegeven programma's wordt samengevat, en een staat met vermelding van het aantal arbeiders per cursusjaar, verdeeld per bedrijf (technische uitbatingseenheid).

Artikel 6. -

- a. Elk jaar maken de werknemersorganisaties bedoeld in artikel 2 aan de Federatie van de Chemische Industrie van België de inhoud bekend van de vormingsprogramma's, welke ook het niveau is waarop ze worden georganiseerd.

- b. De vorming beoogt de economische en sociale problemen, teneinde de vertegenwoordigers van de arbeiders in de gelegenheid te stellen in het belang van alle partijen hun taak te vervullen in de schoot van de onderneming.

Artikel 7. - De arbeiders ontvangen geen loon van de werkgever tijdens de periode gedurende welke zij aan vormingscycli deelnemen. De werkgever is er echter toe gehouden deze afwezigheidsdagen te erkennen als gerechtvaardigde afwezigheidsdagen, en ze als dusdanig te beschouwen voor de toepassing van de sociale wetgeving en van de in de scheikundige nijverheid en op het vlak van de onderneming van kracht zijnde collectieve arbeidsovereenkomsten.

Overgang naar de Euro

Artikel 8

De artikelen of onderdelen ervan die in de eerste rij en de eerste en vierde kolom van de volgende rij(en) van onderstaande tabel worden vermeld, hebben betrekking op deze CAO.

Voor de bedragen die in euro worden vermeld in de tweede kolom van de tabel gelden vanaf de dag van inwerkingtreding van deze CAO tot 31 december 2001 de bedragen die in Belgische frank worden vermeld in de derde kolom.

	Art. 4	Art. 4	
	EUR	BEF	
quatrième alinéa	793259,2793	32000000	vierde lid
	842837,9842	34000000	
	644523,1644	26000000	
	694101,8694	28000000	
	148736,1149	6000000	

Artikel 9. - Deze cao is gesloten voor een onbepaalde tijd. Zij vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid op 26 mei 1993 en treedt in werking op 1 januari 2001.

Zij kan in gemeenschappelijk akkoord worden herzien tussen de partijen en door één van die partijen worden opgezegd mits een opzegging van drie maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het paritair comité voor de scheikundige nijverheid. De termijn van drie maanden begint te lopen vanaf de datum waarop de aangetekende brief aan de voorzitter wordt toegezonden. De poststempel geldt als bewijs. De organisatie die daartoe het initiatief neemt, vermeldt de redenen van zijn opzegging en dient gelijktijdig amendementsvoorstellen in.

De ondertekenende partijen verbinden er zich toe deze voorstellen in het paritair comité voor de scheikundige nijverheid te bespreken binnen een termijn van één maand na hun ontvangst.

Deze cao zal worden neergelegd ter Griffie van de Administratie van de collectieve arbeidsbetrekkingen van het Ministerie voor Tewerkstelling en Arbeid en de algemeen verbindende kracht bij koninklijk besluit wordt gevraagd.